

Laurence d'Introno, secrétaire générale du syndicat FO de l'Ehpad Les Blés d'Or à St-Baldoph, se bat contre la dégradation des conditions de travail des personnels de ces établissements. **P. 8**



MARASME DU TRAITEMENT DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE **P. 4**

MALGRÉ UNE EMBELLIE, L'ÉCONOMIE MONDIALE RESTE FRAGILE **P. 5**

FO HEBDO
N° 3257

Du 25 octobre au 7 novembre 2017

Plus d'infos sur www.force-ouvriere.fr

Quand les salariés des abattoirs se mettent à parler

ÉVÉNEMENT P. 2-3

RÉVÉLATIONS Une journaliste a enquêté pendant trois ans en se faisant embaucher dans plusieurs abattoirs et en a tiré un livre.

PÉNIBILITÉ Elle raconte la dureté des conditions de travail et l'intensité des cadences des 50000 travailleurs de la branche.

SYNDICAT « Chaque jour, on fait un marathon à la vitesse d'un sprinter », témoigne Pascal Le Cadre, délégué FO.



Dans les abattoirs, les ouvriers subissent des cadences infernales.

© RICHARD DAMORET / REA



« On ne peut pas plaire à tout le monde »

Éditorial

par Jean-Claude Mailly

« On ne peut pas plaire à tout le monde » est certes le titre d'une émission télé (ONPP), mais c'est aussi ce que l'on pourrait appeler une évidence de tous les jours et en tous lieux, y compris à Force Ouvrière.

Il n'y a d'ailleurs aucune raison pour que Force Ouvrière soit un monde de Bisounours. Nos débats sont inhérents à notre démocratie syndicale et à nos statuts, et c'est bien ainsi. Que s'expriment des désaccords n'a rien de nouveau et on peut

régulièrement le mesurer dans nos instances. De tout temps à FO il y a eu des minoritaires (*dixit* le premier secrétaire général de FO, Robert Bothereau) mais pas de minorités, c'est-à-dire de courants politiques organisés, ce qui *de facto* conduirait à affaiblir l'objectif de l'unité au profit de joutes politiciennes et de recherche de majorité, pouvant d'ailleurs fluctuer au gré du temps et /ou du contexte. La dernière période n'y échappe

pas. S'y ajoute, en l'occurrence, la perspective de notre prochain congrès confédéral à Lille fin avril 2018. La composition de la future Commission exécutive confédérale ou les débats qui auront lieu dans les différentes résolutions qui seront discutées et votées par les syndicats au congrès alimentent forcément certaines spéculations. Nous n'avons pas tous la même conception du réformisme militant ou exigeant.

Suite page 3

800

C'est en moyenne le nombre de porcs qu'un ouvrier d'abattoir voit défiler à l'heure, avec moins de 3 secondes entre chaque bête.

© HAMILTON / REA



La filière viande est particulièrement touchée par les accidents du travail.

Dans les abattoirs, 50 000 forçats de la viande

La journaliste Olivia Mokiejewski a publié en mai dernier « Le Peuple des abattoirs », une enquête de trois ans sur les conditions de travail dans les abattoirs. Elle met un coup de projecteur sidérant sur ces travailleurs de l'ombre, transformés en machines à produire de la viande.

Chaque jour, 50 000 ouvriers tuent et découpent 3 millions d'animaux dans l'un des 917 abattoirs de France et les transforment en steaks ou en côtelettes. Loin des vidéos choc de l'association L214 sur la maltraitance animale, Olivia Mokiejewski a donné la parole aux salariés. Pour mieux appréhender leur métier, elle a aussi travaillé avec eux à la chaîne durant dix jours.

Premier constat, « *ouvrier d'abattoir, c'est un métier qu'on ne choisit pas* », explique-t-elle. On y entre pour un petit boulot

et on y reste parfois des années. La filière a du mal à recruter et à fidéliser, le sous-effectif est fréquent. « *Le plus violent, c'est en début de chaîne, à la saignée, des salariés refusent d'y aller* », raconte Pascal Le Cadre, délégué FO à l'abattoir Bernard Jean



© F. BLANC

Floc'h de Locminé (Morbihan) et témoin dans le livre.

Pas d'entretien d'embauche ni de formation préalable, on apprend sur le tas. La principale compétence professionnelle demandée, « *supporter la brutalité des conditions de travail* », poursuit le journaliste.

Autre spécificité du secteur, des cadences folles. « *Chaque jour, on fait un marathon à la vitesse d'un*



LE PLUS VIOLENT, C'EST EN DÉBUT DE CHAÎNE, À LA SAIGNÉE.

Pascal Le Cadre, délégué FO à l'abattoir Bernard Jean Floc'h de Locminé (Morbihan).

ZOOM

Des accidents de travail en surnombre

La filière viande est l'une des plus touchées par les accidents du travail. Écrasements, coupures, amputations, glissades, coups de cornes... Selon l'INRS, l'abattage et la découpe présentent les risques les plus élevés, avec 150 accidents avec arrêt pour 1000 salariés en 2008, contre 38 en moyenne. C'est aussi l'un des secteurs les plus touchés par les maladies professionnelles et les TMS. Mais « *obtenir des chiffres significatifs est quasiment impossible, les données sont difficilement accessibles et seraient largement sous-estimées* », explique Olivia Mokiejewski.

sprinter », poursuit le délégué FO. Son métier, désosser les têtes de porc et récupérer groins, joues, oreilles. Il voit défiler 800 cochons à l'heure, avec moins de 3 secondes entre chaque bête. Selon l'INRS, institut de santé et de sécurité au travail, il faudrait au moins 10 secondes de pause pour éviter les troubles musculo-squelettiques (TMS) provoqués par les gestes répétitifs. Les douleurs se concentrent dans les épaules, les poignets, les cervicales, les lombaires...

Pour tenir, les addictions sont fréquentes

« *Nos dirigeants ne sont pas formés à la prévention, ils ont dû embaucher des animateurs sécurité qu'on ne voit pas et qui ont un fil à la patte*, poursuit Pascal Le Cadre. *Ils ont aussi investi avec le CICE et installé des robots, mais sans étude de postes.* »

Depuis dix ans, le secteur s'est restructuré face à la concurrence allemande et espagnole. « *Quatre*



« Quand les gens voient un steak, ils ne pensent pas au travail de l'ouvrier »

TROIS QUESTIONS À Olivia Mokiejewski, auteur du « Peuple des abattoirs »

Pourquoi vous être intéressée aux ouvriers des abattoirs ?

Olivia Mokiejewski : J'ai mis pour la première fois les pieds dans un abattoir en 2013, pour un documentaire sur le jambon. Je suis végétarienne et je me demandais comment des gens pouvaient faire ce travail. J'ai découvert qu'ils n'ont pas le choix et qu'ils souffrent d'un manque de reconnaissance. Je pensais être plus émue par les animaux que par les hommes, et j'ai été bouleversée par les conditions de travail. À l'époque, les abattoirs n'intéressaient personne. Quand les gens voient un steak, ils ne pensent pas au travail de l'ouvrier. J'ai été touchée encore davantage après les vidéos de L214. Au départ, on ne parlait pas assez des conditions de travail, les ouvriers passaient pour des bourreaux.

L'enquête a duré trois ans, c'est le signe que le milieu est particulièrement opaque et fermé ?

Olivia Mokiejewski : J'ai commencé par suivre les ouvriers de chez GAD (NDLR : entreprise liquidée en 2014) mais je voulais voir d'autres abattoirs. C'était très compliqué. Les salariés avaient peur de témoigner, de se faire virer. Difficile aussi de mettre des mots sur des maux.

Je me suis dit que je n'arriverais jamais à expliquer les choses si je n'y travaillais pas moi-même. Mais je voulais être à l'avant de la chaîne, dans le secteur sale, et ne pas cacher ma condition de journaliste ni la rédaction du livre. J'ai mis longtemps à trouver un abattoir qui accepte.

Quelles seraient vos solutions pour améliorer le sort de ces ouvriers ?

Olivia Mokiejewski : J'ai été très choquée par l'insuffisance de prise en charge des risques psychosociaux, alors que ce n'est pas un univers comme les autres. Les cadences y sont de surcroît infernales. Il faut se donner les moyens d'investir, certains outils de travail sont vétustes. Des abattoirs cherchent à diminuer la pénibilité avec la robotisation, mais cela concerne les tâches les plus simples et ça tue l'emploi. Il faut engager une réflexion plus globale. Le gaspillage continue, un tiers de ce qui est produit sur la planète est jeté. Il faudrait baisser la consommation de viande. Tant que les hommes seront transformés en machines et les animaux en produits, ça ne marchera pas, tout est lié. C'est aussi aux politiques d'intervenir. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR

CLARISSE JOSSELIN

■ ■ ■ « On ne peut pas plaire à tout le monde »

Certains, dont je suis, considèrent que si nous pouvons négocier ou concerter, il faut le faire en tenant compte du contexte. Mobiliser si tel n'est pas le cas ou selon le résultat, mobiliser quand on l'estime nécessaire et possible. Selon les moments, d'autres ont tendance à vouloir manifester avant de discuter. S'il est vrai que depuis des années, en France comme ailleurs, la situation sociale et économique est plus que difficile pour les salariés et que le doute s'installe vis-à-vis des gouvernants quels qu'ils soient, il n'en reste pas moins que nous devons rester fidèles à ce que nous sommes. Il en va de notre crédit auprès des travailleurs. À celles et ceux qui rêvent de réintroduire au sein de FO le débat entre syndicalisme de contestation et syndicalisme d'accompagnement, parce qu'ils se sentent orphelins d'une concurrence au secrétariat général de FO, je leur dis qu'il est inutile de perdre leur temps sur un sujet réglé depuis maintenant près de trente ans : négociation et contestation sont nos deux références, mais il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs... Certains auraient souhaité (peut-être le souhaitent-ils encore ?) que je remette mon mandat de secrétaire général avant le congrès de Lille. Comme si le syndicat était le fait d'un seul individu, au mépris de la démocratie, des débats et des statuts.

« Gardez-moi de mes amis, mes ennemis je m'en charge ». ■

JEAN-CLAUDE MAILLY,
SECRETARIE GENERAL
@jcmilly sur Twitter

acteurs monopolisent 70 % de la production bovine, idem pour les porcs », explique Olivia Mokiejewski. La grande distribution représente 80 % de la commercialisation.

Les conditions de travail sont particulièrement dangereuses (voir encadré p. 2). Dans ce milieu, on ne montre pas ses souffrances mais les addictions sont fréquentes : drogue, alcool, antidépresseurs... Certains craignent la mise en inaptitude et le licenciement.

Pascal Le Cadre espère que la prévention va s'améliorer « sous la pression des consommateurs ». « Une marque de restauration rapide veut nous commander 3000 tonnes, mais exige de consulter des données sociales comme le nombre d'accidents ou de formations », explique-t-il. ■

CLARISSE JOSSELIN

En bref**ENFANTS HANDICAPÉS****La recherche d'économies entame leur scolarisation**

Le syndicat FO des instituteurs de Paris (SNUDI FO) pointe les difficultés croissantes de la scolarisation en établissements ordinaires de certains enfants handicapés, « ainsi abandonnés à leur handicap ». Pour FO, cela renvoie à la recherche d'économies : le coût d'un élève en classe ordinaire est de 3600 euros par an, mais il peut aller jusqu'à 50000 euros en établissement spécialisé.

FISCALITÉ**Ces radars automatiques très lucratifs**

Selon un rapport joint au projet de budget pour 2018, le produit des amendes des infractions routières a atteint 1,8 milliard d'euros en 2016, dont 920 millions provenant des radars automatiques. 91,8% de cette recette va à la lutte contre l'insécurité routière, ce qui comprend l'amélioration du réseau routier, et 8,2% va au désendettement de l'État.

PERSONNES ÂGÉES**Un risque de pauvreté accru?**

L'OCDE estime que les personnes âgées de demain (dans les trente-cinq pays de la zone OCDE) feront face « à des risques élevés de pauvreté », notamment à cause de « réformes qui ont réduit les pensions de retraite ». En France, le revenu moyen des plus de 65 ans est pour l'instant légèrement supérieur à l'ensemble de la population, note l'OCDE. Ce revenu est en revanche inférieur de 12 % en moyenne dans les pays de l'OCDE.

Grande déception salariale pour la fonction publique

INCOMPRÉHENSION « Il est clair que le compte n'y est pas », indiquait pour FO Christian Grolier le 16 octobre, à l'issue de la rencontre salariale entre les neuf organisations de la fonction publique et le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin.



Christian Grolier, secrétaire général de FO fonctionnaires, interviewé au sortir de la rencontre salariale entre les syndicats et Gérard Darmanin, le 16 octobre.

La rencontre salariale du 16 octobre entre le ministre de l'Action et des Comptes publics Gérard Darmanin et les neuf syndicats de la fonction publique, dont l'UIAFP FO, laisse les agents sur leur faim, cela alors que leur perte de pouvoir d'achat s'élève à 16 % sur seize ans. Le

ministre confirme le gel du point d'indice et le rétablissement du jour de carence en 2018. Concernant la compensation de la hausse de la CSG, il propose d'ouvrir le mécanisme aux nouveaux agents. Pour FO, « cette avancée montre que la grève du 10 octobre a servi à quelque chose. Néanmoins, il

n'est toujours pas question d'un gain de pouvoir d'achat ».

La programmation d'une attaque contre le point d'indice?

Le calendrier d'application du PPCR (imposé en 2015 et non signé par FO) est gelé pour 2018. Pour FO, « le gel de quelques mesures qui pourraient améliorer un peu la situation des agents est à déplorer ». Le ministre prévoit d'ouvrir dès janvier une discussion sur des mesures de pouvoir d'achat basées sur le mérite et non sur « des mesures générales ». Il prévoit aussi de discuter dès la fin 2018 de la différenciation de la valeur du point selon les branches de la fonction publique... De leur côté, les syndicats se rencontreront le 26 octobre pour envisager « les suites à donner à la mobilisation du 10 octobre et aux annonces du ministre ». **VALÉRIE FORGERONT**

Grève très suivie à France Télévisions contre les coupes budgétaires

Les salariés de France Télévisions se sont massivement mis en grève le 17 octobre à l'appel d'une intersyndicale. Ils s'opposaient à la baisse de 50 millions d'euros du budget de la télévision publique en 2018, par rapport au contrat d'objectifs et de moyens signé avec le précédent gouvernement. FO redoute de nouvelles suppressions de postes, ainsi qu'une dégradation des conditions de travail et des programmes. Ultime provocation, les députés ont retiré dans la soirée un amendement au projet de loi de finances 2018, qui diminuait de 20 millions d'euros les économies demandées à la télévision publique. **C. J.**

Les directeurs et personnels des Ehpad écrivent au chef de l'État

Des syndicats du secteur santé, dont FO, et l'Association des directeurs au service des personnes âgées (AD-PA) ont rendu publique, le 19 octobre, leur lettre adressée au chef de l'État dans laquelle ils demandent à le rencontrer. Y rappelant le « rejet unanime de la réforme structurelle » du financement des Ehpad, ils s'alarment de la réduction des budgets de nombreux établissements, des réductions d'effectifs, et demandent que les postes d'emplois aidés soient pérennisés « car ils répondent à un réel besoin ». Enfin, ils souhaitent que soient ouvertes aux salariés des « formations qualifiantes correspondant aux fonctions effectuées ». **V. F.**



© FRANCK CRUSIAUX / REA

Dans le Nord, autour du bassin minier, près de 25% des ménages vivent sous le seuil de pauvreté.

Cartographie des inégalités en France

ÉTUDE La France est une terre de contrastes en terme d'inégalités de revenus. Malgré une situation nationale qui place l'Hexagone parmi les pays les plus aisés de l'OCDE, d'importants écarts existent entre régions et à l'intérieur des villes.

Avec 19890 euros, le revenu annuel médian français se situe en 2015 à la septième place des 28 pays de l'UE. En haut du podium, le Luxembourg avec 29290 euros. Au bas de l'échelle européenne, les 4360 euros du revenu annuel médian roumain.

En zoomant sur les régions françaises les écarts s'amenuisent, même si à Mayotte et en Guyane ces revenus sont nettement inférieurs à ceux observés en Métropole. Le revenu médian guyanais est comparable à ceux de la Hongrie ou de la Croatie (entre 7920 euros et 8090 euros). Quant à Mayotte (384 euros mensuels en 2011 selon l'Insee), il est le département le plus pauvre et affiche le revenu disponible médian le plus faible des régions européennes.

abritant les capitales ou des zones urbaines denses. Mais c'est également dans ces grandes villes que l'on trouve les plus forts écarts de revenus. Les plus riches et les plus pauvres s'y côtoient. Ainsi, l'Île-de-France, où le revenu médian est le plus élevé, abrite également la Seine-Saint-Denis où la population est l'une des plus pauvres de la France métropolitaine.

Dans le Nord, en Corse et le long du littoral languedocien, la pauvreté est très marquée. Dans la Thierache, autour de Lens-Hénin, de Maubeuge, de Béziers ou de Calvi, près de 25 % des ménages vivent sous le seuil de pauvreté. Les 10 % des plus pauvres ont un revenu inférieur, compris entre 550 euros et 800 euros par mois. **NADIA DJABALI**

Dans les grandes villes

D'une manière générale, les revenus supérieurs se trouvent le plus souvent dans les régions

+ Retrouvez plus d'informations sur ce sujet sur le site www.force-ouvriere.fr

L'économie mondiale va mieux, mais attention à la bulle

CONJONCTURE Tous les signaux économiques sont au vert, affirme l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Cependant, une crise financière reste possible et les marges de manœuvre pour l'absorber sont réduites.

« L'économie mondiale s'est engagée sur un nouveau sentier de croissance »,

affirme l'OFCE. De nombreux États seraient sortis des politiques d'austérité; les taux d'intérêt restent à des niveaux historiquement bas, le commerce mondial reprend du poil de la bête; la situation de l'emploi s'améliore, produisant des effets sur le pouvoir d'achat des ménages, et les entreprises renouent avec de meilleures marges. Deux bémols toutefois, tempère l'économiste Christophe Blot: le prix du baril de pétrole remonte autour de 35 dollars et l'euro se négocie plus cher.

Pour autant, des risques demeurent, s'inquiète l'OFCE. Car si la croissance retrouve un peu de couleurs, elle reste assez molle et en dessous de ses niveaux d'avant la crise de 2007. Avec une prévision de 3,2 % en 2017 à l'échelle mondiale et 2,1 % dans la zone euro, les ex-

perts évoquent un scénario de « grande modération ».

La dette des États

Une grande modération qui laisse l'économie mondiale très fragile en cas de nouvel éclatement d'une bulle financière. Ces dernières années, les banques centrales ont racheté à tour de bras la dette des États et, dans une moindre mesure, celle des entreprises. Mais elles peinent à atteindre l'objectif de 2 % d'inflation qu'elles se sont fixé. Du coup, elles sont accusées de nourrir de nouvelles bulles. L'indice boursier américain SP500 est revenu à des niveaux plus élevés qu'à la veille de l'éclatement de la bulle Internet en 2000 et de la crise des *subprimes* en 2007. Une situation inquiétante, d'autant que les déséquilibres issus de la crise de 2007 n'ont pas encore été résorbés. **NADIA DJABALI**

+ Retrouvez plus d'informations sur www.force-ouvriere.fr

FOCUS

2017, la bonne année pour la reprise en France?

En France, l'OFCE attend un taux de croissance de 1,8% en 2017, indiquant que l'économie retrouve une croissance sur le long terme et pas uniquement liée aux politiques économiques spécifiques. Selon l'économiste Mathieu Plane, 2016 aurait pu être une année de reprise avec la baisse du prix du pétrole, la dépréciation de l'euro et une politique budgétaire qui ne pesait plus sur la croissance. Mais se sont ajoutés des facteurs ponctuels négatifs, notamment une chute exceptionnelle de la production agricole et un impact fort des attentats sur la fréquentation touristique. Des facteurs qui ne se retrouveront pas sur 2017.



La carte du tracé du Tour de France 2018 a été présentée à la presse le 17 octobre 2017.

Le parcours du Tour 2018 dévoilé

CYCLISME « Je me réjouis de tout. C'est un parcours équilibré, avec beaucoup de terrains à exploiter. » Troisième du Tour de France en juillet dernier et deuxième en 2016, Romain Bardet a assisté avec gourmandise à la présentation du parcours de l'édition 2018 (7 au 29 juillet), qui a eu lieu à Paris le 17 octobre dernier.

Il faut dire que le tracé présenté par le patron de la Grande Boucle, Christian Prudhomme, correspond plutôt bien au profil du champion français : beaucoup d'étapes de haute montagne et un kilométrage limité pour les contre-la-montre, même s'il y en aura quand même un par équipes, dès le troisième jour, puis un individuel, la veille de la traditionnelle arrivée sur les Champs-Élysées.

Entre ces deux rendez-vous face au chronomètre, les coureurs arpenteront la Vendée, la Bretagne, le Nord, puis les Alpes et les Pyrénées.

Une foule de terrains de jeu différents

« On a voulu varier au maximum les étapes, leur profil et leur longueur, en jouant plus encore avec la distance, en alternant les sites, en proposant de nouveaux cols, en traquant les côtes dans la plaine, en osant à nouveau les pavés, explique Christian Prudhomme. On a essayé de dessiner le Tour le plus intéressant possible. »

Au départ de Noirmoutier, en Vendée, les dix premiers jours proposeront bien sûr des sprints – c'est dans la tradition. Mais aussi

ZOOM

Moins de coureurs, plus de spectacle ?

Voulue depuis quelques années par le patron du Tour, Christian Prudhomme, la réduction du nombre de coureurs sur son épreuve sera effective en 2018. Il y aura toujours vingt-deux équipes au départ de Noirmoutier, le 7 juillet prochain, mais chaque formation ne pourra plus aligner que huit coureurs, contre neuf jusqu'ici. En jeu : la sécurité (l'idée étant d'avoir moins de chutes), mais aussi le spectacle, les équipes les plus fortes étant ainsi dépeuplées d'un équipier potentiel pour leur leader.

ON A ESSAYÉ DE DESSINER LE TOUR LE PLUS INTÉRESSANT POSSIBLE.

pas mal de pièges, avec deux étapes difficiles en Bretagne, du côté de Quimper puis de Mûr-de-Bretagne, et surtout une déjà très redoutée 9^e étape entre Arras et Roubaix émaillée de quinze secteurs pavés, ces vieux sentiers d'habitude réservés à Paris-Roubaix... « Ces premiers jours me font un peu peur, a admis le vainqueur sortant, Chris Froome, qui visera l'an prochain son cinquième succès sur la Grande Boucle. Ce départ sera vraiment nerveux, dangereux. Ce sera crucial. »

Les dix derniers jours, eux, seront presque exclusivement dédiés à la montagne. Les Alpes auront droit à trois étapes et pas moins de onze cols, à la fois des nouveautés comme le plateau des Glières ou La Rosière, et de grands classiques tels que la Madeleine, la Croix-de-Fer et l'Alpe d'Huez, réunis dans une somptueuse 12^e étape. Quant aux Pyrénées, elles seront forcément décisives puisque placées dans la dernière semaine. On y retrouvera là aussi des habitués de la Grande Boucle, comme le Tourmalet, le Portillon ou l'Aubisque. Mais également une étape étonnante, la 17^e : 65 kilomètres, pas un de plus, entre Bagnères-de-Luchon et le col du Portet, et une arrivée inédite et redoutable au-dessus de Saint-Lary-Soulan.

Ce tracé alléchant permettra-t-il à un coureur français de ramener le maillot jaune à Paris ? On attend toujours le successeur de Bernard Hinault, dernier lauréat tricolore en 1985... ■

BAPTISTE BOUTHIÉ

CE QUI CHANGE

▀ **La validation des acquis de l'expérience (VAE)** suit, depuis le 1^{er} octobre, de nouvelles modalités de mise en œuvre, notamment concernant les règles de calcul de la durée d'exercice des activités en milieu professionnel nécessaires pour l'examen de la demande.

▀ **Le « paiement sans contact »** des nouvelles cartes bancaires, par le biais d'une antenne miniature, a vu son plafond passer de 20 à 30 euros le 1^{er} octobre.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

+9%

C'est l'augmentation moyenne des salaires proposés à l'embauche en 2018, par rapport à 2017, pour les chargés de recouvrement, selon les prévisions d'un grand cabinet de recrutement spécialisé, dévoilées début octobre. C'est la plus forte hausse, devant les « *directeurs comptables avec expérience* », et si l'on excepte la « *nouvelle économie* ». Vive la crise!

+ SUR LE SITE
**FORCE-
OUVRIERE.FR**

LE SMIC
Depuis le 1^{er} janvier 2017 il est à **9,76 euros l'heure, soit 1480,27 euros brut par mois pour 151,67 heures.**

Tous les autres chiffres utiles sont consultables sur le site.

CONSOMMATION

Faux avis sur le Net : ça ne s'arrange pas

Plus d'un tiers, 35 % exactement, des avis publiés sur Internet sont des faux selon une enquête de la DGCCRF, la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, révélée le 6 octobre dernier. Le même chiffre qu'en 2016.

Intitulée « Les faux avis de consommateurs sur les plates-formes numériques », cette enquête a de quoi mettre à mal les visions angéliques d'un Web 2.0 où régneraient participation et intersociabilité désintéressées, alors que 80 % des acheteurs en ligne déclarent tenir compte de ces avis et que 68 % des répondants font confiance aux opinions, selon une enquête Nielsen de 2013. La DGCCRF précise que la pratique des faux avis est particulièrement active « *dans le secteur de l'hôtellerie, dans certains organismes de formation, mais aussi dans les services entre particuliers* ». Soixante professionnels

ont été concernés par l'enquête, donnant lieu à 96 visites et 127 actions de contrôle. Résultat : 17 avertissements, 6 procès-verbaux et un taux de non-conformité de 35 %.

Modérateurs ou influenceurs

La DGCCRF, qui réalise cette enquête annuelle depuis 2010, a traqué aussi bien les faux avis négatifs rédigés par un concurrent ou tout autre personne malveillante, que les faux avis positifs postés par le professionnel, son entourage, une agence de communication ou même des prestataires spécialisés, qui peuvent aussi être des agences de référencement. Les enquêteurs ont également pointé du doigt une des techniques les plus employées par les « modérateurs », qui consiste à traiter les avis négatifs de manière à ce qu'ils n'apparaissent pas en premier. Une autre est l'utilisation abusive d'une norme de l'AFNOR, la certification NF Z 74-501, qui vise à « *fiabiliser la collecte et le traitement des avis de consommateurs sur Internet* ». D'application volontaire, elle offre la possibilité de s'auto-déclarer comme respectant la norme et il n'y a pas de contrôle extérieur. On rejoint ainsi l'autocontrôle tant vanté par le Medef et les condamnations sont rares. Un site d'avis a bien été condamné en 2014, par le TGI de Paris, pour pratiques commerciales trompeuses, à une amende : 7000 euros pour la société et 3000 euros pour son gérant. ▀

74%
C'est le pourcentage d'internautes ayant déjà renoncé à acheter un produit à cause d'avis ou de commentaires négatifs (2014).

BON À SAVOIR

Un faux négatif expose à une vraie amende

Un avis mensonger dénigrant un grand restaurant de Dijon a valu à son auteur d'être condamné en 2015 à 2500 euros de dommages et intérêts et à 5000 euros de frais. La preuve n'est pas toujours aussi facile à établir qu'en l'occurrence : l'auteur avait publié son avis quelques jours avant l'ouverture.

MICHEL POURCELOT

Agenda

Jeudi 26 octobre

LA LIBERTÉ SYNDICALE EN OBSERVATION

Début des réunions du Comité de la liberté syndicale (Yves Veyrier vice-président du groupe des travailleurs), dans le cadre de la 331^e session du conseil d'administration de l'OIT (jusqu'au 9 novembre). Outre le rapport du Comité de la liberté syndicale qui lui sera soumis en fin de session, le conseil d'administration aura à son ordre du jour, entre autres, le suivi des plaintes concernant le Guatemala, où de nombreux syndicalistes ont été assassinés, le Qatar sur le travail forcé, et le Venezuela.

Jeudi 26 octobre

PRIX LITTÉRAIRES

La saison des prix littéraires bat son plein : ce jeudi seront remis celui du grand prix de l'Académie française et celui du prix Jean Giono.

Mardi 31 octobre

PLFSS

L'Assemblée nationale devrait achever l'examen en séance publique du projet de loi de financement de la Sécurité sociale.

Mardi 7 novembre

JOURNÉE DES CE

La journée consacrée aux activités, rôle et fonctionnement des comités d'entreprise – particulièrement d'actualité concernant les conséquences

des ordonnances réformant le Code du travail – se déroule, à l'initiative du secteur juridique de la confédération, dans les locaux du « *New Cap Event Center* », à Paris dans le 15^e arrondissement. Trois cycles d'ateliers portant sur plusieurs thèmes – la protection sociale complémentaire, l'utilisation des budgets pour les activités sociales et culturelles, l'information et la consultation du CE et la base de données économiques et sociales, le CHSCT – sont prévus. Il est encore temps de s'inscrire!

LE CONFLIT

Plus de 200 éboueurs marseillais de l'entreprise Derichebourg poursuivaient, le 17 octobre, une grève commencée sept jours plus tôt dans trois arrondissements de la cité phocéenne, à l'appel de FO. Les salariés, qui ont bloqué durant quelques jours des centres de transfert des déchets, s'élèvent contre la diminution d'une prime lors du récent changement de prestataire. Reçus en préfecture avec des représentants de la métropole, les salariés attendaient une réponse de leur employeur le 17 octobre.

L'ALERTE

Alors que l'État sort du capital d'Alstom, dont la branche énergie a été vendue en 2014 à l'américain General Electric (GE), les salariés du site GE de Grenoble combattent un PSE supprimant 345 emplois sur 800. En 2014, GE s'engageait à ne fermer aucun site en France et à créer 1000 emplois nets. Le gouvernement a demandé à GE d'améliorer le PSE. Fin septembre, FO Métaux soulignait ses craintes face au « désengagement annoncé de l'État » au sein d'Alstom et « pour les garanties prétendument obtenues pour l'emploi ».

L'ÉLECTION

Les élections professionnelles chez Nov-BLM à Carquefou (Loire-Atlantique) viennent de porter la section FO (créée en 2011) en première position dans l'entreprise (fournisseur de matériel pétrolier) devant deux autres organisations. Par ces élections, dont le résultat est connu depuis le 3 octobre, la section FO voit sa représentativité passer de 30,56% (acquis lors des élections de 2013) à 46,20% aujourd'hui. « Le nombre d'élus FO a ainsi quasiment triplé dans le 2^e et le 3^e collège », se réjouit la section.

1^{er} Salon des comités d'entreprise FO

Le Salon des CE, organisé par la confédération Force Ouvrière le 7 novembre prochain, vous permettra d'assister à des ateliers, à jour des ordonnances, animés par nos experts, sur des thématiques juridiques que vous rencontrez au quotidien – consultation des instances représentatives du personnel (IRP), base de données économiques et sociales, recours à l'expertise, etc. – et de répondre aux questions que vous vous posez. Inscrivez-vous vite, il reste encore des places! www.force-ouvriere.fr/7287

Le syndicalisme : un travail d'équipe au quotidien

©DR

PORTRAIT Laurence d'Introno, 52 ans, est secrétaire générale du groupement départemental FO (GD FO) des services publics de la Savoie et du syndicat FO de l'Ehpad Les Blés d'Or à Saint-Baldoph. Elle défend les droits de salariés touchés par une dégradation sans précédent des conditions de travail.

19

C'est le nombre d'Ehpad relevant de la fonction publique territoriale en Savoie.



de l'Ehpad. « *Le résultat d'un travail d'équipe quotidien sur le terrain, souligne Laurence, mais pour les effectifs c'est plus difficile, nous dépendons beaucoup des budgets des ARS [Agences régionales de santé - NDLR].* »

Des temps de toilette et de repas bâclés

La militante FO, qui se consacre à 100 % au syndicalisme depuis neuf ans, est, depuis 2015, trésorière adjointe de l'UD FO de la Savoie et, depuis 2016, secrétaire générale du GD FO des services publics. Elle vient à ce titre d'adresser un courrier à l'ARS pour l'alerter sur « la situation d'extrême urgence » et la dégradation des conditions de travail dans les Ehpad du département, avec des « résidents alités à la journée », des temps de toilette et de repas bâclés, ou encore la « suppression des moments d'écoute ». Le GD FO demande le retrait d'une réforme tarifaire applicable dès cette année, qui tient moins compte des besoins des résidents. ■

FRANÇOISE LAMBERT

C'est à la suite d'un licenciement abusif que Laurence d'Introno croise le chemin de Force Ouvrière, qui assure sa défense, avec succès, devant les prud'hommes. À l'époque gouvernante chez des particuliers, elle adhère à FO en 1988. Quand elle intègre, en 1992, un poste d'agent social à l'Ehpad Les Blés d'Or à Saint-Baldoph, non seulement Laurence reste adhérente, mais elle crée un syndicat FO. « *La tâche n'a pas été simple, la direction de l'époque n'acceptait pas l'implantation, se souvient-elle, mais cette atmosphère a soudé nos adhérents et créé de la solidarité au sein de la collectivité.* »

Depuis l'arrivée d'une nouvelle direction en 2016, Laurence salue une « *amélioration du dialogue social* ». Le syndicat a obtenu la mise en place de plannings fixes et l'intégration des repas dans le temps de travail pour les 50 agents

Comment adhérer à Force Ouvrière?

Une seule condition est nécessaire pour adhérer à FO, il suffit d'être salarié. Que l'on soit actif, chômeur ou retraité, chacun a sa place dans l'un des syndicats confédérés Force Ouvrière. Choisissez sur notre site le département de votre lieu de travail et adressez directement un mail à l'union départementale, qui vous mettra en rapport avec votre syndicat : <http://www.force-ouvriere.fr/adherer>

Votre hebdomadaire au format PDF

FO Hebdo est disponible en version électronique pour les adhérents. Il suffit de s'inscrire sur www.e-fo.fr, l'espace militants de Force Ouvrière.



Hebdomadaire de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière, fondé pendant la guerre sous le titre *Résistance Ouvrière*.

141, avenue du Maine, 75014 Paris.
Tél. : 01 40 52 84 55
Mél. : fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr
Directeur de la publication : J.C. Maillary
Secrétaire confédéral chargé de la presse : Y. Veyrier
Rédacteur en chef : D. Rousset
Révision : M.P. Hamon
Abonnements : 01 40 52 82 33
Création graphique et réalisation : Rampazzo & Associés (blog.rampazzo.com)
Imprimé par RPN, Livry-Gargan
Commission paritaire : 0921 S 05818
ISSN 0750-9286 Dépôt légal novembre 2017
Ont contribué à ce numéro : F. Blanc, B. Bouthier, N. Djabali, V. Forgeront, C. Josselin, F. Lambert, M. Lapprand, M. Pourcelot, E. Salamero.